



# L’Egypte entre l’armée et les Frères

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

| Marc Lavergne. L’Egypte entre l’armée et les Frères. 2011. halshs-00566317

**HAL Id: halshs-00566317**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00566317>**

Submitted on 16 Feb 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'Égypte entre l'armée et les Frères

Marc Lavergne

Directeur de recherche au CNRS

A peine la place Tahrir nettoyée des témoignages de sa geste héroïque, se posent des interrogations sur la nature et les objectifs du pouvoir en place : l'Égypte a-t-elle vraiment tremblé, est-elle vraiment entrée dans une phase nouvelle de son histoire ou bien le soulèvement n'aura-t-il été que l'occasion d'un réajustement nécessaire des formes d'exercice du pouvoir, sans qu'aucune perspective réaliste de refondation d'un pacte social à court terme n'ait été dégagé ? Deux acteurs majeurs occupent désormais les premiers rôles : l'armée et les Frères musulmans, qui, les uns comme les autres, ont beaucoup à perdre dans la satisfaction des aspirations exprimées depuis deux semaines.

« L'Égypte entre dans une nouvelle ère ». Certes, l'hommage rendu aux jeunes qui ont lancé ce mouvement et l'ont conduit à son terme, avec une détermination sans égale, et un sens des rapports de force psychologiques, sur la scène intérieure comme mondiale, qui est proprement sidérante, est mérité. Ces rapports de force étaient en effet, au premier regard très défavorables, et le demeurent.

En effet, dès le lendemain du succès de la journée de la Police, le président Moubarak a fait appel à deux proches pour reprendre la situation en mains : le général Omar Sulaiman comme le général Ahmed Chafik étaient des hommes de confiance, et d'une envergure personnelle qui pouvaient leur permettre d'engager les réformes institutionnelles qui semblaient les concessions minimales et inéluctables : une manière de réparer le torpillage des élections législatives de novembre 2010 par les jeunes écervelés du PND, qui avaient tiré des urnes vides une Chambre introuvable. La bande à Gamal emmenée par Ahmed Ezz, le roi du fer à béton et ses nouveaux mafieux avait montré là sa méconnaissance périlleuse des délicats équilibres locaux, et de l'état de l'opinion, frustrée une fois de trop, de ces « élections sans électeurs ». Il s'agissait de redresser d'urgence la course folle du navire vers l'écueil des élections présidentielles de novembre 2011. Déjà plus de sauver la famille Moubarak, mais la caste au pouvoir, coalition d'intérêts de plus en plus divergents, secouée par les jeunes barons de la mondialisation, impatients de se partager les dernières dépouilles de l'Etat et les rentes externes sans être tracassés par les islamistes de tout poil d'un côté et par les derniers défenseurs de l'Etat de l'autre.

*L'armée défend ses intérêts*

Mais l'institution militaire était menacée dans son « pronostic vital » par les réformes réclamées par la jeunesse, et avant tout par la dénonciation de la corruption. L'armée, opaque « boîte noire » de la plupart des régimes arabes, est certes nantie en Égypte d'une image flatteuse : mais elle doit cette image positive au fait qu'elle n'a pas recours au harcèlement quotidien des citoyens, et qu'elle n'a pas pour mission de faire régner l'ordre par la terreur. En revanche, chacun sait que l'armée jouit d'un

statut à part, et de privilèges exorbitants du lot commun : certes le recrutement et les promotions s'y font dans une certaine mesure au « mérite », celui-ci excluant tout de même les Coptes, les Bédouins, les originaires de gouvernorats rétifs de Haute-Égypte, et fait la part belle, comme tous les organes de l'État, aux originaires de la Ménéoufiya, terre d'origine des présidents Sadate et Moubarak. Mais tout membre des forces armées a droit à des logements, à des automobiles, à des clubs, à des formations, à des vacances, d'un luxe ou d'une efficacité inaccessibles au commun des citoyens. Tout cela coûte fort cher au budget de l'État, ou plus exactement n'apparaît pas au budget de l'État. L'armée ponctionne à la source pour elle-même en tant que corps, et pour les officiers supérieurs individuellement, une part inconnue, mais considérable assurément, des rentes qui alimentent le pays. Prenons l'exemple du pétrole : il fournit à prix cassé la société Misr Petroleum, contrôlée par l'armée. Bien plus, celle-ci ne se contente pas de jouir de rentes plus ou moins occultes : elle détient une part importante de l'économie, sous forme d'usines, de fermes, de sociétés hôtelières, de transport, etc. Bref, elle est présente dans tous les secteurs de l'économie, et jouit sur ses concurrents d'avantages financiers, douaniers, fiscaux qui en font un conglomérat extrêmement rentable, au détriment des recettes de l'État et du libre-jeu de la concurrence. L'armée détient même des monopoles dans certains secteurs vitaux de l'économie. Sous prétexte de sécurité nationale, elle contrôle l'ensemble des littoraux et des territoires désertiques : littoraux convoités par les groupes hôteliers internationaux et les promoteurs du bétonnage des plages, terres désertiques attractives pour la bonification des terres à usage agricole ou pour l'édification de villes nouvelles à vocation industrielle ou résidentielle. Dans les deux cas, l'armée impose ses conditions, s'arroge des parts dans les projets d'investissement, modifie à sa guise la réglementation pour ponctionner les plus values réalisées ou escomptées...

En un mot, près de quarante ans après sa relative prouesse de la fameuse « traversée du Canal » en octobre 1973, l'armée est une sangsue qui n'offre aucun service tangible en échange des sacrifices faits par la nation. Sa « montée au créneau » sous l'espèce du général Tantawi manifeste son souci non pas de l'intérêt supérieur de la patrie, mais de la préservation de ses prébendes.

Voilà qui n'est pas du meilleur augure pour les manifestants de la place Tahrir, d'autant que les pays occidentaux, une fois remisés leurs états d'âmes démocratiques, privilégieront fermement leurs intérêts stratégiques et commerciaux, pour peu que l'armée soit capable d'assurer une stabilité fondée sur un consensus minimum.

### *L'appel aux Frères*

L'armée égyptienne n'est certes pas un corps acquis aux vertus de la démocratie – aucune armée au monde d'ailleurs, par nature, même si certaines se veulent « populaires ». et elle s'est bien gardée de lever l'état d'urgence en vigueur depuis 1981, qui permet à la Sécurité d'État d'arrêter n'importe quel citoyen, n'importe où ;, y compris à son domicile, à n'importe quel moment, sans aucun motif avoué, et de le détenir au secret aussi longtemps qu'elle le souhaite. Qui permet également la torture et le viol systématiques des hommes et des femmes, comme « méthode d'enquête »,

dans tous les commissariats. Après le coup d'Etat de septembre 1952, les Officiers Libres se sont bien gardés de soumettre leur férule au jugement du peuple, qui n'a donc, depuis bientôt soixante ans, jamais été convié à donner son avis sur les régimes successifs de Nasser, Sadate et Moubarak. L'heure des bilans dira bientôt qui d'entre eux, par delà les différences idéologiques, aura le plus torturé, emprisonné, exécuté sommairement de ses concitoyens contestant l'ordre établi...

Aussi devant l'affirmation nouvelle d'une souveraineté populaire, faut-il à l'armée un allié dans la place. Les forces politiques laïques, démocratiques, progressistes présentes sur l'échiquier n'ont plus pour certaines, pas encore pour d'autres, de représentativité suffisante. Le monde politique égyptien voit certes émerger à la faveur des mobilisations de ces six dernières années des mouvements et des personnalités, mais leur renom ne dépasse pas les cercles militants éduqués et adeptes du débat d'idées. Et les manifestations de ces « journées de la colère » n'ont pas mobilisé activement plus de deux à trois pour cent de la population égyptienne, pour la plupart des jeunes sans expérience politique antérieure. Cela ne signifie pas que ces prises de conscience ne puissent pas à terme se développer et déboucher sur une organisation pesant dans le débat et dans les choix que la société égyptienne devra faire en matière de mode de développement et de rôle de l'Etat. Mais il lui faut du temps, plus que n'en offrira la proximité des élections législatives et présidentielles à venir.

Restent les Frères Musulmans. L'armée égyptienne est loin du modèle kémaliste, et les mouvements islamistes ont de nombreux sympathisants dans ses rangs. Mais surtout, les Frères ont autant de motifs d'inquiétude que les militaires devant le mouvement qui s'est enclenché. Ils ne l'ont pas initié, et l'ont même condamné, avant de s'y rallier à leur corps défendant, pour ne pas risquer d'accentuer les tiraillements au sein de l'organisation, entre les dirigeants et une partie de la base. En effet, l'organisation est en crise : la société s'est réislamisée massivement, sans elle : les femmes se sont voilées, les hommes prient ostensiblement dans la rue le vendredi : la pratique religieuse est devenue en quelques années de l'ordre du « socialement correct », sans que cela entraînant le « politiquement correct ». Les Frères ont en effet été incapables de construire un corpus islamique de réponse aux difficultés et aux attentes de l'Égyptien de la rue, accablé par le chômage, la corruption, la hausse des prix. Le slogan « l'islam est la solution » n'est plus de mise pour galvaniser les foules, et dans les usines en grève, les ouvriers créent des syndicats indépendants qui luttent et négocient contre les licenciements, les démantèlements, les privatisations, sans faire appel à une quelconque référence religieuse. Cette absence sur le terrain des luttes sociales – le traitement des inégalités se limitant en islam sunnite au recours à l'évergétisme et à l'aumône rituelle – pose problème au sein même de l'organisation, mais le soulèvement des jeunes a pris cette réflexion de court. Pour les caciques d'un mouvement certes historique, implanté massivement dans l'ensemble du pays, mais en perte de vitesse auprès des générations montantes, une alliance avec les militaires pourrait permettre un accès au pouvoir et à ses leviers, donc la satisfaction des besoins de ses membres et par là, le renforcement de la direction. Une relative victoire électorale – probable, par défaut et sans enthousiasme excessif de la part de l'électorat – permettrait de tenir à distance les rivaux du champ religieux, les salafistes d'une part, qui bénéficient d'un véritable

engouement, mais rejettent sans ambages un soulèvement impie contre le souverain –si mauvais soit-il-, et les prédicateurs vedettes de l'autre, nouvelles idoles des jeunes, comme Amro Khaled, qui a pris à la surprise générale fait et cause pour la place Tahrir.

Problème : la Confrérie sera t-elle en mesure d'apporter une contribution à la solution des maux de l'Égypte ? Comment passer de la fonction tribunicienne à la gestion et à la réforme de l'État ? et d'un État qui ne serait pas l'État islamique de ses rêves, mais un État dont les citoyens se donnent pour modèles la démocratie représentative et l'État-providence, contre un néo-libéralisme honni ? ou bien la Confrérie, et avec elle tous ses épigones ou ses homologues confrontés au même défi d'une extrémité à l'autre du monde arabe, se cantonnera t-elle dans la défense et la promotion des valeurs islamiques dans la société, c'est-à-dire dans une fonction coercitive exercée à partir de ministères « sociaux » (l'enseignement, la jeunesse, la culture, les médias...), tout en s'efforçant de gérer les contradictions nées de la dépendance financière du pays à l'égard d'un tourisme étranger porteur de valeurs et de modes de vie différents ? Redoutable injonction apparemment contradictoire de perdre ou son âme, ou sa base, à défaut d'un aggiornamento radical, à faire avaliser rapidement par les militants et par les électeurs...